27me Année N° 5377 — BUREAUX: RUE NEUVE, 17 — UN NUMÉRO 15 CENTIMES — BUREAUX: RUE NEUVE, 17 — Dimanche 9 Juillet 1882.

Propriétaire-Gérant
ALFRED REBOUX

ABONNEMENTS:
Roubaix-Tourcoing: Trois mois. . 13.50
» » Six mois. . . 26.»»
» » Un an . . . 50.»»

Nord, Pas-de-Calais, Somme, Aisne, trois mois. . . . . 15 fr.
La France et l'Etranger, les frais de poste en sus.
Le prix des Abonnements est payable d'avance. — Tout abonnement continue, jusqu'à réception d'avis contraire.

JOURNAL DE ROUBAIX

MONITEUR POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL DU NORD

Le *JOURNAL DE ROUBAIX* est désigné pour la publication des *ANNONCES LÉGALES* et *JUDICIAIRES*

Propriétaire-Gérant
ALFRED REBOUX

INSERTIONS:
Annonces: la ligne. . . 20 c.
Réclames: » . . . 30 c.
Faits divers: » . . . 50 c.
On peut traiter à forfait pour les abonnements d'annonces.

Les abonnements et les annonces sont reçues à *Roubaix*, au bureau du journal, à *Lille*, chez M. Quarré, libraire, Grande-Place; à *Paris*, chez MM. Havas, Lafitte et Cie, 34, rue Notre-Dame-des-Victoires, (place de la Bourse); à *Bruxelles*, à l'Office de Publicité.

Les abonnements et les annonces pour le *Journal de Roubaix* sont reçus :
A Roubaix, aux bureaux du journal.
A Tourcoing, rue d'Havré, 25.
A Lille, à la succursale de l'*Agence Havas*, rue de la Gare et aux bureaux du *Mémorial*, Grand Place, (entrée par les débris Saint-Etienne).
A Armentières, rue de Lille.
A Paris, aux bureaux de l'*Agence Havas*, place de la Bourse, 8, ou rue Notre-Dame-des-Victoires, 34

ROUBAIX, LE 8 JUILLET 1882

LES BATAILLONS SCOLAIRES

On rit beaucoup en France des bataillons scolaires : on a tort et raison tout à la fois.

On a tort, parce qu'avec le service de trois ans, tel qu'on est à la veille de l'organiser, il est bon que le soldat arrive sous les drapeaux doué d'une instruction militaire à peu près complète, et qu'il ne reste plus qu'à le perfectionner, à le polir, à l'aguerrir.

L'idée de cette préparation à la vie militaire, dès l'enfance, est excellente à tous les points de vue. Elle donne à l'enfant de la décision, de l'entrain, l'esprit d'obéissance et une teinte de *chauvinisme* qui a du bon.

Cette éducation complète heureusement les études historiques, et exalte dans l'esprit de l'enfant le dévoument à la Patrie.

Depuis longtemps, en Allemagne, les bataillons scolaires sont organisés. Rien n'est plus curieux à voir que ces gamins de huit à quatorze ans sortant de classe, sac au dos, le pas rythmé, comme si un fifre chantait devant eux un chant de guerre.

Mais on a raison de rire, en France, des bataillons scolaires, parce qu'ils ne sont pas sérieusement organisés. Les municipalités n'y voient qu'un sujet à parade aux jours de fêtes « nationales ? » les mamans, l'occasion d'affubler leurs bébés d'un képi rouge et d'un pantalon à la houssarde.

C'est toujours ainsi ; nous n'apercevons des réformes que le côté voyant, jamais le côté sérieux et solide.

Nous discréditons, en toutes circonstances, les meilleures idées, parce que s'il y a une exagération ou un ridicule possible, nous nous hâtons de tomber dans cette exagération ou dans ce ridicule.

Rien n'est drôle, en effet, comme de voir ces bandes d'enfants, conduits par un instituteur qui ne sait rien des choses militaires, parader dans nos rues, un clairon enroué à leur tête.

Et ce spectacle ridicule, n'offre de plus ridicule que celui d'un maire, membre de la pacifique corporation des négociants, des notaires ou des avocats, promenant, avec une gravité de bonze, sa calvitie et son obésité devant les moutards qui présentent les armes, sous le regard humide d'attendrissement de Madame la mairesse, qui contemple, la poitrine soulevée d'émotion, la majesté de son auguste époux.

On rit, et quand on a ri d'une institution, elle est jugée, et jugée sans appel.

Sans rien perdre du génie particulier à notre race, imitons les Allemands dans ce qu'ils ont de bon, et donnons comme eux à ces bataillons scolaires, des goûts et des habitudes exclusivement militaires.

Plaçons à leur tête de vrais militaire pour les commander, et de vrais militaires pour les inspecter. Faisons-leur un peu sentir le joug de ce régime, auquel tout français est soumis jusqu'à bien avant dans la maturité ; mais, de grâce, finissons-en avec cette garde nationale de gamins qui a tous les défauts, et tous les côtés grotesques de son aînée.

Sachons être sérieux, une fois par hasard.

PIERRE SALVAT.

INFORMATIONS

On télégraphie de Montréal au *Times* :
« Le général marquis de Charette est au Canada, où il a l'intention de passer dix jours. Il soulève l'enthousiasme de la population française. Près de trente mille personnes ont fêté son arrivée par une procession aux flambeaux. Un banquet public a suivi, ainsi que de brillantes receptions par les autorités civiles, religieuses et militaires. Il a dîné samedi à Québec avec le gouverneur général et la princesse Louise. »

Les armements des forts élevés contre les escadres alliées continuent, malgré la sommation de l'amiral anglais.

L'escadre anglaise prend ses positions de combat. Le consul français invite ses nationaux à s'embarquer. Les archives consulaires partent. J'ai assuré ma retraite pour la dernière heure.

Le *Temps* dit que si l'escadre anglaise avait bombardé les forts d'Alexandrie, les vaisseaux français et étrangers seraient allés à Port Saïd, afin d'y protéger le canal et auraient laissé à l'Angleterre la responsabilité des hostilités.

L'escadre de la Manche part ce soir pour Alexandrie, avec deux régiments d'infanterie de marine et des détachements du génie.

Le général Billot estime à 40,000 le nombre des troupes françaises nécessaires pour l'intervention en Egypte.

L'aviso *Salamis* est parti pour Brindisi, prendre le général Wood qui va en Egypte.

Nous croyons savoir que des ouvertures auraient été faites par l'Allemagne à la France, pour lui offrir éventuellement la mission d'intervenir seule en Egypte, au nom de l'Europe, dans le cas où l'intervention turque n'aurait pas lieu.

M. de Freycinet se montrait assez disposé à accepter. Il en a été empêché par le cabinet. On lui a fait observer que ce serait provoquer la rupture de l'alliance anglo-française et une action de l'Angleterre sur le canal de Suez pendant que nous serions aux prises avec Arabi.

L'Union démocratique s'est réunie pour se concerter sur l'attitude qu'il conviendrait de garder, si un débat se produisait sur la question d'Egypte, à l'occasion de la demande de crédit que M. de Freycinet demandera, si l'Europe donne mandat à la France d'intervenir.

M. Francis Charme a déclaré que, sans revenir sur le passé, il soutiendrait la demande de crédit, la France devant à ses traditions d'intervenir en Egypte.

L'Union républicaine du Sénat a décidé qu'en présence des explications fournies hier par M. de Freycinet, il n'y avait lieu à lui adresser ni question ni interpellation.

D'après une dépêche particulière de Vienne, publiée par l'*Indépendance belge*, la Porte est devenue plus conciliante, le prince de Bismarck lui ayant signifié qu'elle spéculerait vainement sur la désunion des puissances.

La commission chargée de statuer sur les projets Roudaire relatif, à la création d'une mer intérieure du Sahara, a tenu aujourd'hui sa dernière séance, sous la présidence de M. de Freycinet.

Après une longue discussion, M. Rousseau a déposé une proposition, rendant hommage aux travaux de M. Roudaire, mais concluant à renoncer à l'entreprise, comme trop dispendieuse.

M. de Freycinet a ensuite remercié les membres de la commission de leur zèle et de leur activité.

La proposition Rousseau a été adoptée.

Le groupe a reçu ensuite les délégués de Saint-Etienne, qui ont renouvelé les demandes déjà soumises à l'Extrême-Gauche.

La commission relative à la juridiction des consuls de Madagascar, a entendu M. de Freycinet sur plusieurs points de détail. Il a été décidé que les consuls n'auraient plus le droit d'expulser nos nationaux, qu'après l'avis de deux assesseurs choisis parmi les notables.

La commission chargée de la réorganisation des collèges communaux, a élu M. Audiffred comme rapporteur.

M. Jules Ferry a eu hier un long entretien avec M. Berthelot, au sujet de la prochaine session du conseil supérieur; il lui a témoigné ses appréhensions au sujet de l'application de la loi du 28 mars : « Nous ne pouvons pas, lui a-t-il dit, nous passer de l'enseignement libre, le malheur est que notre personnel ne comprend pas assez cette nécessité. »

Un ingénieur français très distingué, M. A. Baudoin, chargé par un syndicat français de l'exploitation des forêts en Mingrélie, a été assassiné dans une vallée du Caucase. Les découvertes scientifiques de notre compatriote, ainsi que son caractère, l'avaient rendu très populaire à Tiflis, où la nouvelle de sa mort a produit une vive sensation.

Toutes les mesures ont été prises par les autorités russes pour découvrir les auteurs du crime.

Prochain mariage :
M. Lepère, l'ancien ministre de l'intérieur, épouse Mme Gallot, propriétaire du journal l'*Yonne*.

M. Lépère, l'ancien chansonnier du quartier Latin, du temps de Louis-Philippe, a aujourd'hui tout près de soixante ans.

Le général Skobeleff est mort subitement dans la matinée.

LES AFFAIRES DE TUNISIE

Le *Temps* reçoit de son correspondant particulier la dépêche suivante :

« Tunis, 7 juillet, 10 h. 10, m.

« Ce matin, à huit heures, M. Cambon, en grand uniforme, avec tout son personnel, s'est rendu à la Goulette, chez le bey, qui l'a reçu en grande pompe. Après les compliments d'usage et ceux de bienvenue, après avoir exprimé au bey tous les sentiments de bienveillance et d'amitié du président de la République, notre ministre résident a remis à Sidi-Sadok un magnifique sabre émaillé, enrichi de pierres précieuses, présent du président de la République.

Le bey a été extrêmement ému de cette attention délicate et a prié M. Cambon de dire au président de la République combien il était heureux de posséder un souvenir de lui. Le bey a répété combien il était heureux du retour de notre ministre et combien il compte sur la protection de la France pour le bien du pays.

Sidi-Sadok alors a revêtu M. Cambon des insignes de l'aman, décoration qui ne peut être donnée à plus de douze personnes; en ce moment même, il n'y en a que six qui la possèdent; elle se porte pendue au cou. Le bey a décoré ensuite M. d'Estournelles du grand cordon du Nicham-Iftikar et a fait grand-croix du même ordre M. Bompard, secrétaire honoraire d'ambassade, attaché à la résidence.

M. Cambon, à son tour, a remis au premier ministre, Sidi-Mohamed-Khasnadar, le grand cordon de la Légion d'honneur, dont le ministre du bey a été satisfait au-delà de toute expression.

Notre ministre a apporté de la part du président de la République, pour Sidi-Aly-Bey, héritier présomptif, un magnifique fusil, et pour Taïeb-Bey un revolver de prix, qu'il doit leur remettre aujourd'hui.

La satisfaction des deux frères du bey est très grande, ils ne s'attendaient pas à cette politesse du président de la République, qui ne leur en est que plus précieuse

Un de mes amis qui arrive de Tripoli, me dit que ce pays est toujours dans le même état. Il m'assure qu'Ali-Ben-Khalifa semble fort tranquille.

SKOBELEFF

Le fameux général russe Mikkaïl Skobeleff, qui, il y a quelques mois, fit à Paris même, dans un langage passionné, l'exposé des revendications panslavistes et adressa à l'Allemagne une provocation véhémente, est mort subitement jeudi à Moscou, à l'hôtel Dussaux. Il a été emporté par un mal — que quelques-uns s'obstinent à regarder comme mystérieux — dans toute la force de l'âge, dans toute la maturité de ses rares talents militaires.

Skobeleff s'était distingué dans l'expédition contre Khiva, sous le commandement du général Kauffmann; mais la légitime réputation qu'il s'est acquise date de la dernière guerre russo-turque. C'est sur les bords du Danube qu'il conquit tous ses grades, depuis celui de général de brigade. Il se conduisit en héros sous les murs de Plewna, et contribua à la prise des deux redoutes dont l'enlèvement décida du sort de la journée. Ces redoutes, il eut à les défendre ensuite contre l'assaut désespéré des Turcs. Après une lutte épouvantable où il perdit un grand nombre de ses soldats, il dut, privé de tout secours, se résoudre à battre en retraite.

Dans les Balkans, à Chipka, il contribua beaucoup au succès du plan dont l'honneur revient d'ailleurs au général Radetzky.

Appelé, il y a deux ans, au commandement en chef des troupes envoyées contre les Turcomans, il déploya toutes ses qualités d'organisateur. Il mit six mois à préparer cette campagne, qui eut pour résultat de porter un coup décisif à ses ennemis, auxquels il enleva Geok-Tépé, leur principale citadelle, à la pointe de la baïonnette. Il ouvrit ainsi aux Russes la route de Merv.

Rappelé en Russie, après sa retentissante incartade de Paris, il fut nommé gouverneur de Grodno, sous la pression du parti militaire, auprès duquel il jouissait d'une grande popularité.

On se souvient encore de la fin tragique de sa mère, assassinée par Uzatis, un officier russe au service de la Roumélie. Sa sœur a épousé le duc de Leuchtenberg, cousin de l'Empereur actuel.

La Russie perd, en Skobeleff, un de ses généraux les plus capables. Sous les dehors d'une nature emportée et d'un tempérament violent, il dissimulait un sang-froid remarquable, qui lui faisait feindre à merveille l'enthousiasme et la colère, lorsqu'il était nécessaire.

Son ambition, qui affectait la forme d'un patriotisme intraitable, était heureusement servie par une puissance de volonté, une facilité de travail et une sûreté de méthode qu'on s'étonnait de rencontrer chez un homme aimant le plaisir et les intrigues galantes.

Skobeleff avait en lui l'étoffe d'un capitaine du plus brillant avenir, mais il avait surtout le caractère, les aptitudes et l'énergie d'un dictateur.

LES SOCIALISTES A L'HOTEL DE VILLE

L'autre jour, M. Lissagaray engageait les socialistes, le « quatrième État, » à profiter de la fête du 14 juillet pour se rendre au Champ-de-Mars, et célébrer la fédération des prolétaires, des « *prolos*, » comme il les appelle. En d'autres termes, il engage les vétérans de la Commune et les conscrits de l'idée collectiviste à protester contre la manifestation « bourgeoise » du 14 Juillet. Que veut-il de plus cependant que ce qui va se produire à Paris ? Est-ce que la grande fête nationale, telle qu'elle est organisée par le Conseil municipal et M. Floquet, n'est pas au fond la fête, la réhabilitation de la Commune ? Les journaux républicains modérés, que l'optimisme n'aveugle pas, ne s'y méprennent point. « Le 14 Juillet prochain, dit l'un d'eux, le peuple de Paris oubliera la prise de la Bastille et la fête de la Fédération qui en fut le premier anniversaire ; il ne verra, il ne célébrera, dans la solennité soi-disant nationale qui se prépare, que l'inauguration de l'Hôtel-de-Ville reconstruit.

Cette date sera désormais, pour les masses, la fête de la Commune, la commémoration indélébile du jour où le parti qui, le 18 mars 1871, s'empara de la capitale de la France, se sera réinstallé dans le palais de la Révolution. Il n'y a pas de doute possible. Le 14 Juillet n'aura, à l'avenir, pas d'autre sens. Le radicalisme parisien, entouré cette fois de toute la pompe officielle, va reprendre possession de sa citadelle légendaire. C'est pour lui une nouvelle victoire, et ce n'est pas la moins redoutable. » Les hommes de la Commune vont rentrer en effet, en vainqueurs à l'Hôtel-de-Ville. Ce sont eux qui en font les honneurs aux pouvoirs législatif et exécutif, de telle sorte que ceux-ci semblent venir rendre hommage aux survivants et aux victimes de la plus criminelle insurrection que notre histoire ait eu à enregistrer ! Il ne reste plus qu'à leur céder la place.

LA PRESSE ÉTRANGÈRE

Nos armements ne laissent pas que d'inquiéter vivement l'opinion publique en Angleterre.

Voici, à l'égard de nos forces navales, quelques observations de l'*Evening Standard* :

Il est difficile de croire que la mobilisation des réserves, et l'envoi de dix nouveaux bâtiments français, dont six cuirassés, dans les eaux d'Alexandrie, aient pour but de ramener Arabi à la raison. Ce nouveau déploiement de forces a évidemment pour objet de contrôler et de contrarier, au besoin, les opérations anglaises et, *le cas échéant, l'amiral Seymour pourrait se trouver dans une fâcheuse position.*

La France prépare un corps de débarquement de 25,000 hommes, dans quelle intention, si ce n'est d'occuper l'Egypte ?

La question se résume donc ainsi :

Les forces françaises agiront-elles de concert avec les nôtres, ou contre nous?

Nous pourrions retourner l'argumentation et exprimer les mêmes craintes.

Bornons-nous à répondre que nous nous tenons prêts à toute éventualité ! Nos intérêts sont assez puissants en Egypte pour que nous ne laissions pas l'Angleterre absolue maîtresse de la situation. M. F.

LETTRE DE PARIS

Paris, 6 juillet.

Ce sont encore les questions d'Egypte qui priment aujourd'hui toutes les autres. Tout en s'entretenant du conseil des ministres, on fait grand état de l'arrivée, à Paris, d'un envoyé extraordinaire de l'empire d'Allemagne. Que vient-il faire chez nous cet envoyé hors rang ? Les nouvellistes brodaient là-dessus les récits les plus étranges. Je crois qu'il vaut mieux, en pareille matière, s'assujettir au silence que de s'aventurer sur le terrain des hypothèses. Je puis toutefois vous dire que, contrairement à leurs habitudes, nos républicains paraissent sérieusement se préoccuper, à l'heure présente, de l'opinion des grandes puissances. Il était une époque où les jacobins affectaient de mépriser les vieilles chancelleries et traitaient de paperasses ridicules les documents diplomatiques.

Ce dédain n'est plus de mode. On comprend vaguement qu'un régime politique ne peut se passer de l'appui moral de l'Europe. Or, est-il certain que la République s'assure les sympathies des Etats voisins en encourageant par ses complaisances et ses faiblesses la propagande révolutionnaire du parti socialiste? Voilà ce que certains républicains sont en train de se demander. Seulement, quelques journaux conservateurs ont peut-être tort d'exploiter ce sentiment en publiant des « conversations » sur l'authenticité desquelles il serait difficile de fournir des renseignements précis. Représenter le départ de Mgr Czacki comme le premier acte de la Sainte-Alliance des Etats monarchiques contre le gouvernement de la République française, n'est ce pas le comble de la fantaisie? Le nonce assimilé à un révolutionnaire! Le nonce posé comme un collaborateur de la *Bataille*, comme un auxiliaire de la fédération collectiviste! Il faut vraiment vivre dans ces temps de névrose pour voir germer dans certains esprits de pareils mythes.

La vérité est que le Saint-Père, d'accord avec tous les diplomates conservateurs qui connaissent Mgr Czacki, considère la maladie de l'éminent prélat comme une véritable calamité. Si Mgr Czacki se trouve obligé d'abandonner son poste, il n'est pas un ami de l'Eglise qui ne déplorera cet événement. Dimanche dernier, dans une des églises du faubourg Saint-Germain, le curé a chaleureusement invité les fidèles à prier pour la guérison du nonce. « Le représentant du Saint Siège a été odieusement attaqué, a dit le vénérable ecclésiastique ; on a travesti sa conduite, incriminé ses démarches.

Opposons à ces calomnies le rempart de nos prières. Demandons à Dieu qu'il conserve pour la France un diplomate dont l'intervention nous a maintes fois épargné les plus cruelles épreuves. » Voilà ce que le clergé pense de Mgr Czacki. Admirablement secondé par Mgr Ferrata, son digne auditeur, le nonce n'a fait que s'inspirer, d'ailleurs, des instructions de Léon XIII ; si les adversaires de l'illustre prélat comptent sur le départ de Mgr Czacki pour faire prévaloir une autre politique, leur attente sera déçue. Le successeur de Mgr Czacki sera, comme lui, le champion, non d'une politique de défi, mais d'une politique concordataire.

REVUE DE LA PRESSE

Ma confession politique

M. Vacherot un des rares républicains qui n'aient rien gagné à la République, pour se délasser de ses grands travaux philosophiques, a choisi le *Figaro* comme le confident de ses désillusions et le porte-voix des conseils qu'il essaie vainement, depuis dix ans, de faire entendre à ses anciens amis.

Pourquoi M. Vacherot pense ainsi, la remarquable page qu'on va lire nous le dit. C'est une page très intéressante de psychologie politique comtemporaine.

Monsieur le rédacteur en chef,

Vous souvient-il du vieil abonné, était-ce M. Thiers ou quelqu'un des siens, qui recourut à la publicité de votre grand et populaire journal, pour y soutenir la candidature de M. de Rémusat ? Il parlait fort librement, et même en termes assez vifs, de la malencontreuse concurrence que faisaient certains républicains à son ami, en rappelant aux électeurs parisiens qu'ils auraient la mémoire bien courte s'ils préféraient M. Barodet. C'est ce qu'ils ne manquèrent point de faire, uniquement, disaient-ils, pour désobliger cette monarchique Assemblée qui jouait de si mauvais tours au Président de la République. L'expérience n'a pas tardé à montrer qu'ils avaient l'intelligence plus courte que la mémoire. Ils avaient préparé, sans s'en douter, la Révolution parlementaire du 24 mai.

Le *Figaro* soutenait déjà la cause du bon sens, du bon goût et du patriotisme. Voulez-vous bien permettre à un vieux républicain qui n'est que votre lecteur assidu, de vous dire de temps à autre qu'il n'est guère plus content que vous de tout ce qui se passe, sous cette république qu'il a contribué, pour sa très petite part, à fonder? Ne défendons-nous pas ensemble l'ordre, la liberté, la justice, la paix sociale, la patrie, toutes ces causes dont la démocratie régnante ne paraît guère se soucier ? Vous trouvez que tout va mal. Je ne trouve pas que tout aille bien. Sommes-nous si loin de nous entendre ? Savez-vous d'ailleurs ce qui me plaît tout particulièrement dans votre journal ? C'est que je n'y vois pas trace de cet esprit de parti qui fait tout mal juger, les événements, les situations et les hommes. J'ai horreur de cet esprit là, l'ayant vu, dans nos assemblées délibérantes, fausser, obscurcir, embrouiller, envenimer toute chose.

Je suis entré tard dans la vie publique. Il fallut une de ces catastrophes où le philosophe le plus étranger aux affaires de ce monde doit faire son devoir de citoyen, pour me décider à y entrer avec tant d'autres qui n'avaient, comme moi, pour mobile que le souci de la chose publique. Mais j'ai toujours eu la passion de la politique. Dès la Restauration, je dévorais le *Globe !* La guerre de l'indépendance grecque me faisait perdre le sommeil. Les brûlots de Canaris, les combats de Marco Botzaris, la ronde héroïque des femmes souliotes, me transportaient d'enthousiasme. Je frémissais d'horreur au récit des massacres d'Ipsaru, des tortures et des supplices des chrétiens. Si j'ai bonne mémoire, c'est une pièce de vers latins en l'honneur des Grecs qui me fit entrer à l'Ecole Normale. Pendant tout le règne de l'excellent roi dont le peuple de Paris a brisé le trône, en jouant à l'insurrection, j'étais un conservateur obstiné. Je battais des mains au triomphe

---

FEUILLETON DU 9 JUILLET 1882

— 33 —

VAISSEAUX BRULÉS

PAR

Mme CLAIRE DE CHANDENEUX

Mais, dans les quinze lignes dont elle se composait, le baron avait trouvé le moyen d'étaler quatre fois le nom bienheureux de la baronne de Montchenetz.

Odette n'avait pas besoin de cette preuve naïve pour reconnaître l'influence de Coralys Turquet. Souveraine elle avait voulu devenir, souveraine elle était désormais.

— Je le savais, murmura la jeune femme. Plus une seule pensée ne me sourit à Bréneroy.

Elle disait cela, la pauvre Odette, et pourtant, sans qu'elle en eût conscience, un nom passa, lumineux, devant ses yeux clos; une faible rougeur colora son front.

Mais, comme si cette vision l'eût troublée, elle se rapprocha de la paralytique et cacha peureusement sa jolie tête dans les vieilles mains refroidies de celle qui l'appelait son « ange charitable. »

C'était là le refuge contre ses souvenirs, là le réalisme implacable.

La vie de ces deux femmes était mûrée, monotone et paisible.

Le docteur félicitait parfois Odette du succès de ses soins. Si l'intelligence n'était pas revenue — ce qui était un soin providentiel de la miséricorde divine — du moins la malade avait retrouvé assez d'instinct affectueux pour comprendre le bien qui lui était fait, pour en montrer de la reconnaissance.

Madame Firmerol ne se souvenait de rien. Elle ne s'inquiétait pas davantage des motifs qui avaient amené et retenu près de son lit de souffrance cette belle jeune femme inconnue.

Il lui paraissait doux de s'entendre appeler « ma mère », sans qu'elle éprouvât le désir d'y répondre par cette appellation non moins tendre « Ma fille! »

Odette n'eut pas la consolation d'être bénie par ce nom désiré; mais la gratitude touchante de la malade suffisait à la récompenser.

M. Rogerat avait fait prendre plusieurs fois des nouvelles de la veuve, sans oser se présenter devant Odette, qu'il sentait avoir fatalement blessée dans l'intime de son être.

En dehors de cette sympathie, qui restait, du reste, dans les régions réservées d'une politesse ordinaire, Odette ne connaissait personne à Paris et ne faisait aucun effort pour lier de nouvelles relations.

Sa position, fausse entre toutes, de femme d'un mari sans honneur, de femme délaissée au sortir de l'autel, de femme sans avenir et sans famille, la rendait triplement timide et désireuse de rester inconnue.

Elle fut servie à souhait.

Les témoignages sympathiques de M. Rogerat s'éloignèrent; les réponses de M. le baron de Montchenetz, de plus en plus froides et rares, n'apportaient plus que de loin en loin à la recluse les marques non équivoques d'un complet oubli.

Un jour, le *post-scriptum* d'une de ces lettres banales lui causa quelque surprise.

« Vous laissez donc votre mari voyager » seul? écrivait le baron. Prenez garde » qu'il ne dépense beaucoup d'argent. Me » Desplanches s'étonne des envois incessants qu'il lui fait à Vienne et à Florence. »

C'était la première fois qu'Odette recevait des nouvelles de Lucien, et rien ne pouvait lui être plus pénible que de les recevoir de cette main et sous cette forme.

Ainsi, c'était à Vienne, à Florence, dans quelque autre capitale peut-être, que Lucien étourdissait sa honte.

Odette n'osait dire « sa conscience », car elle avait compris que ce terrible témoin de nos fautes restait muet chez le malheureux,

La question d'argent que soulevait son oncle l'eût laissée parfaitement indifférente si son attention n'avait été éveillée, à cette même époque, par l'épuisement de ses ressources.

Elle était partie de Montchenetz non comme une mariée insouciante, qu'un époux bien épris emmène triomphalement vers un heureux voyage, mais comme une mariée attristée, qu'un deuil imprévu conduit à une cérémonie funèbre.

Les détails matériels de ce départ ne lui incombaient en rien. A peine songea-t-elle à glisser dans un coin de ces bagages sa mignonne bourse de jeune fille.

A Paris, après les révélations terribles qui brisèrent les liens, si faibles déjà, à peine noués entre Odette et Lucien, on se souvient que celui-ci, prévoyant le dénûment de sa mère, mit, sans compter, quelques billets de banque sur un meuble avant de s'éloigner.

Cette somme, qui se trouvait en réalité assez peu considérable, constituait la seule fortune des deux femmes. Il y fallut puiser pour les frais de funérailles de M. Firmerol, pour l'installation de sa veuve rue de Rennes, pour le paiement du logement abandonné, pour les honoraires du docteur, les gages de la servante, les besoins journaliers de la malade et les modestes dépenses d'Odette.

Par caprices intermittents, il arrivait parfois un faible envoi d'argent au nom de madame Firmerol mère. Bientôt ils se firent rares; puis ils cessèrent tout à fait. Un jour vint — plus d'une année avait passé sur tant de malheurs — où la petite réserve était épuisée. Odette l'avait constaté la veille de la réception de cette lettre de Bréneroy, où le nom de Lucien lui sembla briller en caractères de feu.

Odette ne connaissait rien des difficultés réalistes de la vie. Son existence au couvent était à l'abri de toute préoccupation de ce genre. A Montchenetz, elle avait vécu dans le luxe campagnard dont le baron aimait à s'entourer.

Rue de Rennes, elle avait instinctivement renoncé à toutes ces jouissances, négatives pour une nature vraiment supérieure ; elle n'en avait pas même senti la privation.

Cependant, si peu familiarisée qu'elle fût avec les questions monétaires, celle-ci s'imposait avec une autorité impérieuse, même pour son inexpérience.

Rien ne lui sembla plus naturel que de s'adresser à Me Desplanches, pour le prier de lui envoyer quelques milliers de francs sur le revenu de sa dot.

Mais rien ne peut exprimer sa surprise lorsque Me Desplanches, dans une lettre on ne peut plus correcte, lui refusa catégoriquement l'envoi demandé, faute de l'autorisation de M. Lucien Firmerol, chef de la communauté.

A son tour, le notaire paraissait supposer, comme la chose du monde la plus naturelle, que l'autorisation du chef de la communauté, sur l'observation de sa femme, allait lui parvenir au plus tôt.

Il ne devait pas en être ainsi.

Solliciter de Lucien un service de ce genre répugnait trop profondément à la jeune femme pour qu'elle y arrêta seulement sa pensée.

Eût elle connu l'adresse du voyageur, elle eût préféré manquer du nécessaire que de réclamer à celui qui l'avait si odieusement trompée une part de cette fortune acquise par une infamie.

Au prix de sa dot, elle s'estimait parfois heureuse d'être délivrée d'une présence intolérable.

Réfugiée dans sa dignité comme dans un asile suprême, il eût été difficile d'obtenir d'Odette la moindre démarche capable de compromettre cette attitude.

Elle chercha des ressources dans le travail avec une ardeur courageuse, mais aussi avec une inexpérience absolue.

Il lui semblait, en se rappelant les éloges que ses doigts habiles recevaient jadis au couvent, quand ils faisaient naître les fleurs les plus fines sur le réseau transparent d'une nappe d'autel, que ce gracieux talent pouvait être fructueusement réalisé.

Application, crochet, dentelles, tapisseries, il lui paraissait impossible que les belles mondaines n'appréciassent pas la grâce merveilleuse de ses petits chefs-d'œuvre.

Il lui fallut d'abord compter avec la concurrence des producteurs, l'indifférence des marchands, le bas prix du travail, le labeur incessant qu'il exigeait.

On lui reconnaissait du talent, on le payait mal néanmoins, et quand, malgré sa fierté, elle hasardait timidement une observation, il lui était répondu, avec un sourire froid, que vingt femmes, cent femmes, demandaient des commandes et n'attendaient qu'une vacance dans la production pour être admises à remplacer les mécontentes.

Odette ne se plaignait plus.

Penchée sur son métier des journées entières, elle ne quittait son absorbante occupation que pour apporter à la pauvre malade les soins habituels ; les voisins voyaient sa lampe allumée fort avant dans la nuit.

La jeune femme, dont la courte existence s'était écoulée dans le luxe, avait, sans doute, trop présumé, non de son courage, mais de ses forces.

Très-ébranlée déjà par les foudroyants évènement qui avaient suivi son mariage, elle portait une souffrance intime et profonde avec le stoïcisme d'une martyre.

Cette souffrance se trahissait par un affaiblissement général, par une pâleur plus accentuée, par une fatigue plus douloureuse quand les veilles se prolongeaient.

Elle avait dû renoncer au petit appartement commode et gai d'abord choisi pour premier asile, et faire monter à la malade deux étages de plus.

Bientôt il lui fallut faire le sacrifice de l'unique servante et se résoudre à remplir elle-même les plus infimes fonctions du ménage.

Silencieuse, elle se soumit à ces obligations, dures pour tous, navrantes pour elle, que la Providence menait en des chemins si difficiles.

Tant quelle fut seule à souffrir, Odette conserva cette impassibilité extérieure qui, sous la blancheur du visage et la lenteur sereine des mouvements, dissimulait tant d'angoisses.

Un jour vint pourtant où le masque se détacha brusquement.

Le docteur laissait entendre que ses visites duraient depuis deux ans bientôt; le pharmacien, plus carré, présentait une note considérable; le propriétaire annonçait que deux termes arriérés paraissaient plus que suffisants pour motiver une expulsion.

(*A suivre*).